

CONSULTATION SUR L'ADAPTATION SCOLAIRE

Des résultats alarmants et des
conditions d'exercice à revoir



J'ENSEIGNE,
JE PRÉPARE L'AVENIR

Depuis plusieurs années, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) s'occupe activement du dossier des élèves en difficulté. En 2018, elle a sondé plus spécifiquement les enseignantes et enseignants en adaptation scolaire. L'objectif était de documenter la réalité quotidienne de leur travail dans des classes composées exclusivement d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA), afin d'identifier les revendications les plus appropriées.

Ainsi, en février 2018, à la suite de la tenue d'un groupe de discussion sur l'adaptation scolaire, la FSE-CSQ a pris la décision de valider les difficultés exprimées par les enseignantes et enseignants consultés dans le cadre d'une enquête nationale envoyée exclusivement au personnel enseignant des classes d'adaptation scolaire. Cette enquête s'est déroulée en mai 2018, et 1 046 enseignantes et enseignants ont répondu à l'appel. Ils ont bien su décrire leur réalité en faisant ressortir les défis auxquels ils font face, notamment au regard de la violence qui est présente dans la vie professionnelle d'un nombre inquiétant d'entre eux. Ils ont aussi exprimé leur désarroi face à l'insuffisance de services, de même qu'envers la complexité de la tâche. Les réponses reçues étaient accompagnées de 150 pages de commentaires.

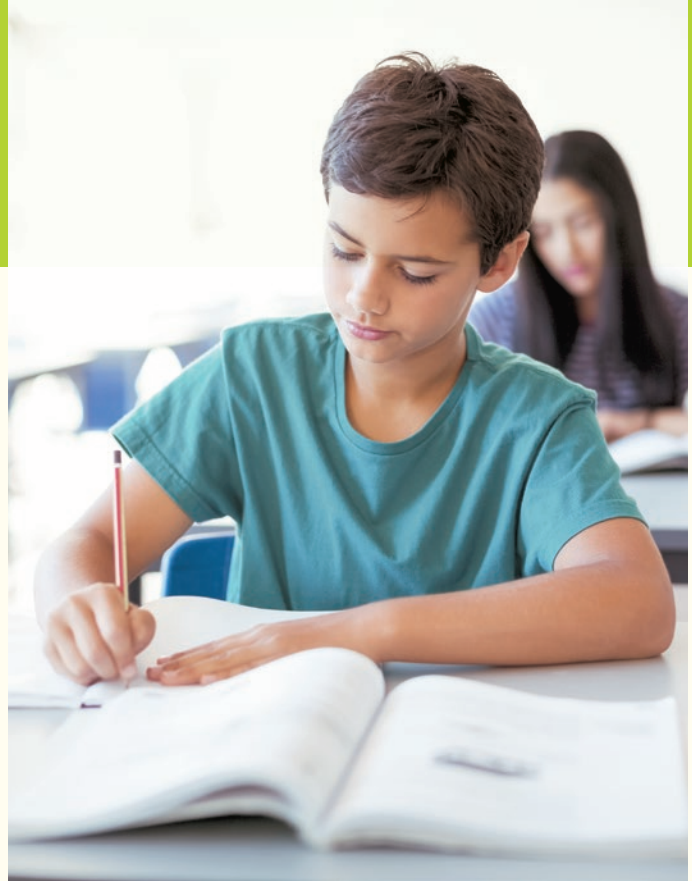


Des résultats éloquentes

Nous vous en présentons les principaux résultats :

- Parmi les enseignantes et enseignants sondés, 68% disent avoir été victimes d'une agression au cours des 24 derniers mois.
 - De ceux-ci, 52% ont déclaré avoir subi une agression physique, 84% une agression verbale et 24% de la violence psychologique.
 - Il a été signifié que, lors des agressions physiques, ce sont surtout des élèves en crise qui donnent des coups.
 - Les agressions verbales sont très fréquentes.
 - Les ressources manquent cruellement pour agir en amont et diminuer les crises et, par conséquent, les agressions physiques.
 - Lorsque les élèves sont jeunes, les comportements violents sont grandement minimisés et banalisés. Ainsi, on tente de dissuader les enseignantes et enseignants de remplir des rapports d'incident et de porter plainte.
 - En plus des agressions contre les enseignantes et enseignants dont il est ici question, les personnes consultées ont fait remarquer que la violence physique s'exerce aussi envers les autres élèves, les autres intervenantes et intervenants scolaires, le matériel ainsi que les agresseuses et agresseurs eux mêmes (automutilation).
- Plus de la moitié des enseignantes et enseignants sondés, c'est-à-dire 51%, ont déclaré que les directions, une fois informées, ont banalisé la situation, ne savaient pas quoi faire ou n'ont pas agi, laissant une fois de plus le personnel seul à gérer la situation.
 - Plusieurs ont signifié ne plus faire appel à la direction, la démarche ne donnant aucun résultat.
 - De leur avis, les rapports d'incident font pourtant bouger les choses.
 - Près de la moitié des directions, soit 49%, ont agi et ont offert un appui, ce qui a souvent fait la différence.
- La quasi-totalité des enseignantes et enseignants sondés, soit 95%, estime que la diversité des problématiques rencontrées chez les élèves dans la classe spéciale est plus grande qu'auparavant, et que sa gestion est plus difficile.
 - Il a été signifié qu'il y avait une importante recrudescence des problématiques de santé mentale et de troubles associés, mais aucun appui supplémentaire pour soutenir le personnel face à des situations de plus en plus complexes.

- Au total, 69% des répondantes et répondants ont affirmé qu'un regroupement en fonction des besoins améliorerait la situation.
 - Il faut faire attention malgré tout à ne pas regrouper des élèves de trop de niveaux scolaires différents, de trop d'âges différents, etc.
- Seulement 67% des enseignantes et enseignants d'adaptation scolaire ont déclaré bénéficier de services complémentaires dans leur classe, mais la majorité affirme que ces services sont offerts sans égard aux besoins des élèves ou à ceux qu'ils ont exprimés. Il y a des besoins urgents à combler en psychologie, en orthophonie, en orthopédagogie, en ergothérapie et en psychoéducation.
 - Les enseignantes et enseignants se font souvent répondre que, dans leur classe, le service, c'est eux, de même que le ratio plus bas, et qu'il n'y a pas d'argent pour des services dans les classes d'adaptation scolaire.
 - Pire, beaucoup d'enseignantes et d'enseignants doivent se battre pour tout simplement conserver les classes d'adaptation scolaire, menacées de fermeture.
 - Les enseignantes et enseignants qui ont répondu veulent bénéficier de services complémentaires complets et bonifiés pour les élèves qui leur sont confiés, car ils ont de grands besoins eu égard aux troubles associés aux problèmes de santé mentale et en lien avec la violence fréquente à laquelle ils font face.
 - Si des enseignantes et enseignants bénéficient des services associés à une classe spéciale, les conserver est un combat de tous les instants, même si ces services ne sont pas ceux qui répondent aux besoins exprimés.
- Par ailleurs, 77% des enseignantes et enseignants considèrent que le bulletin unique utilisé dans les classes d'adaptation scolaire n'est pas un outil adéquat pour leur réalité.
 - La communication par le bulletin unique pose problème, les parents pensant que leur enfant est en réussite. Le principe de la modification du résultat au bulletin est mal compris.
 - La production d'un deuxième bulletin plus clair pour les parents entraîne une charge de travail supplémentaire pour l'enseignante ou l'enseignant.
- Finalement, 83% des enseignantes et enseignants souhaiteraient la mise en place d'un nouvel outil de communication, plus pertinent pour les classes d'adaptation scolaire.
 - Ils ont fait plusieurs suggestions pertinentes, mais 76% d'entre eux utiliseraient comme point de départ une évaluation en cotes.
 - Ils ne veulent pas d'un changement purement cosmétique; un changement de fond doit s'opérer.



Un appel à l'aide que nous entendons

Les résultats alarmants obtenus lors de cette collecte de données témoignent d'un criant besoin d'aide, que la FSE-CSQ a entendu. Au cours des dernières années, l'intégration massive des élèves HDAA en classe ordinaire, dans un contexte de compressions et d'austérité, a engendré des problèmes importants. La FSE-CSQ a porté ce dossier tant auprès des autorités ministérielles que sur la place publique, en formulant de nombreuses revendications. Toutefois, des problèmes majeurs subsistent toujours à propos des services et de l'aide consentie aux élèves en difficulté, dont les élèves en classe d'adaptation scolaire. Au même titre qu'en classe ordinaire, les conditions d'exercice s'y sont grandement complexifiées au fil des ans.

Les réponses et les commentaires reçus nous permettent d'identifier les principaux éléments sur lesquels il faut intervenir: **la violence, la composition de la classe spéciale, les services aux élèves et l'outil de communication aux parents.**



Des actions efficaces pour améliorer la situation

La FSE-CSQ revendique de meilleures conditions pour les enseignantes et enseignants en adaptation scolaire, de même que pour les élèves qui sont dans ces classes. Fidèle à ses valeurs, elle accompagne et forme ses membres pour qu'ils puissent agir dans leur milieu. Ainsi, elle fournira sous peu aux enseignantes et enseignants les outils nécessaires pour réclamer de leur direction les mesures et les conditions prévues dans les paramètres existants.

La FSE-CSQ demande au ministère de l'Éducation de faire un rappel des directives au regard de la violence envers le personnel enseignant, inacceptable à tous points de vue, conformément aux lois en vigueur et aux mesures qui en ont découlé. Parce que tous les gestes de violence sont inacceptables, elle rappelle d'ailleurs à tous ses membres de ne pas hésiter à les déclarer quand ils en sont victimes.

Elle réclame non seulement la présence en classes d'adaptation scolaire de services complémentaires prévus dans la loi, mais aussi la bonification du financement associé à ces services.

Elle souhaite également obtenir les garanties nécessaires pour l'ouverture de classes d'adaptation scolaire en fonction des besoins, ainsi que le maintien de celles existantes avec les services complémentaires nécessaires.

Enfin, la FSE-CSQ demande l'intervention du ministère de la Santé et des Services sociaux pour soutenir les enseignantes et enseignants aux prises avec des problématiques de plus en plus criantes de santé mentale chez les élèves de leur classe.

De plus, à la lumière de ces résultats, elle travaillera à mettre sur pied un groupe de discussion sur l'évaluation et le bulletin ayant pour objectif d'identifier les éléments spécifiques à revendiquer afin que l'outil de communication aux parents fasse mieux état de l'évolution de l'élève, et qu'il soit mieux adapté à la réalité. La FSE-CSQ s'assurera aussi que cet outil répond aux besoins, aux balises et aux principes déterminés par le personnel enseignant. Elle compte demander au ministère de l'Éducation d'effectuer les changements identifiés et souhaités par les membres.

Pour favoriser la réussite éducative, le gouvernement doit donner les services nécessaires à tous les élèves. Il doit surtout mieux soutenir les enseignantes et enseignants qui font face à des défis quotidiens de plus en plus importants et qui sont aux prises avec un grand sentiment d'impuissance, faute d'appui et de ressources. La FSE-CSQ entend leur appel à l'aide. Elle portera haut et fort leur voix en exigeant des mesures pour les soutenir au quotidien et pour leur permettre de faire un travail digne de leurs attentes professionnelles et, surtout, sans violence. Pour la FSE-CSQ, il est clair que les conditions d'exercice en adaptation scolaire doivent être revues.